



Rapport économique 2021 PANAMA

04.10.2022

TABLE DES MATIÈRES

1	SITUATION ÉCONOMIQUE ET DÉVELOPPEMENTS DE LA POLITIQUE ÉCONOMIQUE	2
2	SECTEURS PRIORITAIRES ET OPPORTUNITÉS POUR LES ENTREPRISES SUISSES	2
3	POLITIQUE ÉCONOMIQUE EXTÉRIEURE	3
3.1	Politique et priorités du pays hôte	3
3.2	Perspectives pour la Suisse (potentiel de discrimination ou avantage comparatif)	3
4	COMMERCE EXTÉRIEUR	3
4.1	Evolution et perspectives générales	3
4.2	Commerce bilatéral	3
5	INVESTISSEMENTS DIRECTS	3
5.1	Evolution et perspectives générales	4
5.2	Investissements bilatéraux	4
6	PROMOTION ÉCONOMIQUE ET TOURISTIQUE	4
6.1	Instruments de la promotion économique extérieure suisse	4
6.2	Intérêt du pays hôte pour la Suisse	4
	ANNEXE 1 – Structure de l'économie	6
	ANNEXE 2 – Principales données économiques	7
	ANNEXE 3 – Partenaires commerciaux	8
	ANNEXE 4 – Echanges commerciaux bilatéraux	9
	ANNEXE 5 – Principaux pays investisseurs	10

1 SITUATION ÉCONOMIQUE ET DÉVELOPPEMENTS DE LA POLITIQUE ÉCONOMIQUE

L'économie du Panama reste relativement petite, très ouverte, diversifiée, axée sur le dollar et compétitive selon les normes régionales. En 2021, le pays a enregistré une croissance du PIB estimée à 12%, principalement tirée par la reprise de l'activité dans le canal de Panama, une augmentation des investissements dans les infrastructures et les transports et une (petite) reprise du tourisme, ce qui a stimulé l'emploi et la consommation privée. L'économie panaméenne devrait continuer de se redresser dans les années à venir, bien qu'à un rythme plus lent (ou disons plutôt plus « réaliste »), le FMI prévoyant une croissance du PIB de 5 % pour 2023.

Les dépenses publiques restent sous pression, la dette publique brute représentant 62,2 % du PIB en 2021. Selon le FMI, la dette publique brute devrait diminuer à 61,2% en 2022 et 60,6% en 2023. Le déficit budgétaire a atteint 6% du PIB en 2021, et devrait continuer à diminuer en 2022 et 2023, atteignant 3% et 2,2%, respectivement. La dette extérieure est soutenable, avec plus de 50% détenue par le système bancaire.

Selon le FMI, le Panama a le 8ème PIB par habitant le plus élevé d'Amérique latine, à environ 14 640 USD. Cependant, malgré les progrès remarquables réalisés par les autorités ces dernières années, les inégalités de revenus sont parmi les plus élevées de la région et la pauvreté a augmenté en raison de la pandémie de COVID-19, en particulier au sein des groupes les plus vulnérables. En ce qui concerne les enfants, la pauvreté est bien supérieure à la moyenne, car plus de la moitié des enfants du pays sont pauvres et près d'un cinquième souffrent de malnutrition. Bien que le chômage augmente depuis 2012, le pays a connu une baisse significative des taux de chômage en 2021, en raison de la reprise économique après la pandémie de COVID-19. Néanmoins, il convient de noter que le secteur informel emploie plus de 40 % de la population active. En 2021, le chômage a atteint 10,2 % de la population, et il devrait continuer à baisser dans les années à venir, avec des taux qui devraient atteindre 9,2 % en 2022 et 8,2 % en 2023.

Ainsi, l'inflation qui est restée faible à 1,4% mais qui a changé abruptement en 2022, à la suite de la guerre en Ukraine et de la flambée des prix des matières premières, a mis à nu les criantes inégalités : étranglés par le coût de la vie et des produits de base (carburants, aliments de base) les panaméens sont descendus dans la rue et ont bloqué en juillet plusieurs routes du pays pendant deux semaines. Si le Gouvernement a eu le mérite d'éviter des violences et des morts et de chercher (et trouver, partiellement) le dialogue, qui a permis de baisser le prix de ces denrées, cette protestation n'est que un « warning call » qui demande des réformes beaucoup plus en profondeur que les quelques sparadraps appliqués à la hâte en juillet 2022...Par exemple repenser le système d'éducation, pris en otage par les syndicats des professeurs, de mauvaise qualité et qui ne correspond pas aux demandes des entreprises privés : une maladie qui est d'ailleurs commune à plusieurs pays en Amérique latine.....

Chapitre transparence et coopération avec les autorités judiciaires / listes grises GAFI, la volonté y est en général, quelques nouvelles têtes (personnalités motivées et sérieuses) nommés à de postes stratégiques ont dessiné des plans d'action fiables, mais il n'est pas facile de changer la mentalité de certains milieux (surtout non financiers) après des années de pratiques pour ainsi dire différentes.

2 SECTEURS PRIORITAIRES ET OPPORTUNITÉS POUR LES ENTREPRISES SUISSES

Panama continue d'être utilisé plutôt comme headquarter régional par plusieurs multinationales suisses, en raison des bénéfices (notamment fiscaux) accordés par Panama à travers un régime spécial « SEM » accordé à ces entreprises qui décident s'installer dans l'isthme.

La liste des membres de la Chambre de commerce fait par ailleurs état de plus de 60 entreprises, mais peu sont celles qui se sont installés depuis la Suisse ou ailleurs

récemment. Mise à part les multinationales, la plupart sont des entreprises qui travaillent spécifiquement dans des domaines typiques de Panama (finance, logistique) ou des PME panaméennes mais qui ont un lien avec la Suisse (soit parce que le fondateur est / était suisse, soit parce qu'ils commercent avec notre pays). Panama reste un marché d'exportation peu important, notamment pour Swissmem (contrairement au Costa Rica, Panama n'a pas tellement d'industries...).

3 POLITIQUE ÉCONOMIQUE EXTÉRIEURE

3.1 Politique et priorités du pays hôte

Voir rapport 2020. Le Gouvernement n'a pas changé les priorités de combat contre la pauvreté et inégalités, ainsi que lutte contre la corruption. Sur le premier point, on ressent toujours les problèmes causés par le Covid et on n'a pas avancé beaucoup dans les réformes nécessaires (p.ex. amélioration du système d'éducation). Sur le deuxième point, beaucoup d'énergie mise dans la promotion du pays, l'attrait d'investisseurs et l'adaptation aux standards internationaux (liste GAFI etc.). Preuve en est, entre autre, l'avancée rapide de la négociation entre nos deux pays d'un Accord de coopération judiciaire et assistance administrative mutuelle en matière fiscale (texte paraphé, signature prévue en 2023)

Sur la politique extérieure, le système SICA étant actuellement bloqué à cause de questions politiques (Nicaragua), Panama investi beaucoup d'énergies dans les échanges au sein de l'Alianza para el desarrollo en Democracia (ADD), un groupement pragmatique avec Costa Rica, République Dominicaine et Ecuador, qui s'efforce de coordonner et intensifier échanges entre les 4 pays mais aussi avec d'autres acteurs, en premier lieu les USA.

3.2 Perspectives pour la Suisse (potentiel de discrimination ou avantage comparatif)

Les instruments classiques sont en place (ALE, APPI). Autres Accords en négociation (voir plus haut).

Panama reste un marché difficile à pénétrer et il faut passer par des contacts étroits avec quelques milieux traditionnels du pays pour y entrer. L'absence de quelques célèbres et grandes entreprises suisses de Panama (malgré le potentiel, je pense à une entreprise d'ascenseurs...) témoigne de la difficulté et de la prudence de certains acteurs avant de s'engager dans le marché local.

4 COMMERCE EXTÉRIEUR

4.1 Evolution et perspectives générales

Les considérations de 2020 sont encore valables, les relents de protectionnisme / populisme ont même augmenté, à fur et mesure que l'on s'approche à une nouvelle campagne électorale, qui débutera en 2023.

Malgré les grandes déclarations et la coopération étroite avec le Costa Rica au sein de l'ADD, les deux pays restent figés dans un conflit bilatéral qui voit depuis presque deux ans le blocage des exportations de certains produits agricoles entre les deux pays (ce qui affecte aussi entre autre le commerce régional de produits de Nestlé fabriqués au Panama, p.ex.). Malgré des tentatives de résolution à l'amiable de la situation, cela n'a pas été possible et le conflit est actuellement devant le mécanisme respectif de résolution de l'OMC pour arbitrage : dommage ;)

4.2 Commerce bilatéral

A peine plus de 150 Million d'export, le 80% étant produits pharmaceutiques, le 20% en moins qu'en 2020. Comme dit plus haut, le commerce bilatéral avec le Panama reste relativement modeste.

5 INVESTISSEMENTS DIRECTS

5.1 Evolution et perspectives générales

Pas encore de vraie reprise dans ce secteur fortement touché par le Covid. Si d'une part le Gouvernement a fait le possible pour promouvoir Panama comme endroit d'investissement, d'autre part il y a des initiatives « populistes » qui préoccupent. Citons par exemple le recours déposé à la Cour constitutionnelle par un groupe de citoyens de Panama qui contestent la validité des bénéfices données aux entreprises multinationales qui s'installeraient au Panama profitant d'un régime spécial dénommé SEM. Recours toujours pending, mais que, si accueilli, emmènerait plusieurs de ces entreprises à se demander si rester à Panama....Comment se tirer un ballon dans le pied ;)

5.2 Investissements bilatéraux

Suisse toujours à la quatrième place d'investisseur, elle est aussi, après les USA, le pays qui a le plus d'entreprises au bénéfice du régime spéciale SEM et donc regarde avec intérêt les développements du point mentionné ci-haut (des démarches ont été faites dans ce sens par la Chambre de commerce suisse-panaméenne avec d'autres Chambres de commerce).

6 PROMOTION ÉCONOMIQUE ET TOURISTIQUE

6.1 Instruments de la promotion économique extérieure suisse

La Chambre de commerce Suisse-Panama (CCSP), qui a vu le jour en janvier 2020, a finalement obtenu son statut officiel de registration en mai 2022.

Elle a continué à grandir avec dynamisme et réussi à se positionner et se faire apprécier sur place et par les entreprises suisses, entretemps au nombre de 65 membres : elle est désormais un acteur incontournable pour la Suisse au Panama.

Elle offre des services de conseil, soutien et contacts aux entreprises (Exportberater) avec une directrice à plein temps et 5 comités spécifiques sur des thèmes ad hoc (secteur financier, logistique, sciences de la vie, durabilité, éducation duale). Elle est depuis 2021 reconnue par SGE comme Chambre de commerce et partenaire officiel sur place, faisant désormais partie des différentes Chambres de commerce suisses sur le continent.

L'Ambassade (ur) coordonne les visites à Panama pour pouvoir intervenir et rencontrer les interlocuteurs panaméens avec la Chambre de Commerce (son Président et / ou la Directrice), un travail commun qui est utile aux deux acteurs (donne un label d'officialité à la Chambre et ça permet à nous de venir avec de la substance, surtout avec notre quatrième place d'investisseur).

L'Ambassade a organisé en mai 2022 une Expo « clean tech » et conférence sur la Suisse ainsi qu'une « noche suiza », soirée dans un hôtel récemment rénové (par un suisse ;) dans le centre de Panama, auquel ont assisté les représentants du Gouvernement, du monde économique et les membres de la CCSP. Un événement de networking qui a permis de mettre au centre la CCSP comme acteur présent à Panama et soutenu officiellement par l'Ambassade, particulièrement apprécié par les entreprises qui ont demandé de le répéter dans les années à suivre (n'ayant pas d'Ambassade sur place, il est important d'organiser un événement annuel de promotion pays).

6.2 Intérêt du pays hôte pour la Suisse

Les considérations de 2020 sont toujours valables, intérêts dans les domaines tourisme, gestion des déchets, formation professionnelle, sans pour autant un suivi concret. On notera l'organisation d'un webinar sur le système de formation professionnelle dual (organisé avec la CCSP), auquel pour autant il y a eu peu de participants de Panama (pour autant, plusieurs d'autres pays de la région). Toutefois, on planifie pour 2022 aussi un autre événement de promotion de la formation professionnelle, cette fois en coordination avec le secteur privé local, présentant les résultats d'une enquête que l'Ambassade et une Fondation ont lancée sur les besoins du marché du travail dans les années à venir.

Finalement, Panama est intéressé à exporter ses produits et en général donner une « autre

image des clichés classiques » : l'institution panaméenne Propanama (le pendant de SGE) participera ainsi avec une vingtaine de producteurs de PAN à une foire à Bâle en novembre et soutiendra des réunions avec SGE.

ANNEXE 1 – Structure de l'économie

Structure de l'économie du pays hôte

	2017	2022
Répartition du PIB		
Secteur primaire*	2.8%	2.8% (2020)
Secteur manufacturier*	25.3%	22.9% (2020)
Services*	66.6%	70.1% (2020)
– dont services publics	N/A	N/A

	2017	2022
Répartition de l'emploi		
Secteur primaire**	14.5%	14.4% (2019)
Secteur manufacturier**	18.5%	17.7% (2019)
Services**	67.0%	67.9% (2019)
– dont services publics	N/A	N/A

Source(s):

* <https://databank.worldbank.org/reports.aspx?source=2&country=PAN&series=&period> (Consulté le 6 juin 2022)

** <https://data.worldbank.org/indicator/SL.AGR.EMPL.ZS?end=2019&locations=PA&start=2017&view=chart> (Consulté le 6 juin 2022)

ANNEXE 2 – Principales données économiques

Principales données économiques du pays hôte

	2020	2021	2022
PIB (USD mia)*	53.9777	63.605	70.492 (e)
PIB/habitant (USD)*	12.615.878	14,664.310	16,037.641 (e)
Taux de croissance (% du PIB)**	-17.9	12.0	5.0 (e)
Taux d'inflation (%)*	-1.575	2.624	4.000 (e)
Taux de chômage (%)*	18.548	11.293	9.651 (e)
Solde budgétaire (% du PIB)*	-6.122	-4.229	-3.520 (e)
Solde des transactions courantes (% du PIB)*	2.226	-2.907	-4.131 (e)
Dettes extérieures totales (% du PIB)**	201.9	186.3	185.3 (e)
Service de la dette (% des exportations)**	529.5	446.8	425.8 (e)
Réserves (mois d'importations)**	5.1 (e)	5.2 (e)	5.1 (e)

Source(s) :

FMI, World Economic Outlook

* <https://www.imf.org/en/Publications/SPROLLS/world-economic-outlook-databases#sort=%40imfdate%20descending> (avril 2022)

FMI, Article IV Consultation (juin 2021)

** <https://www.imf.org/en/Countries> (Consulté le 6 juin 2022)

ANNEXE 3 – Partenaires commerciaux

Partenaires commerciaux du pays hôte

année : 2020

Perspective selon le pays hôte

Rang	Pays	Exportations par le pays hôte (USD millions)	Part	Var.	Ran g	Pays	Importations par le pays hôte (USD millions)	Part	Var. ¹⁰
1	Chine	370.06	21.65%	-30.51%	1	États Unis	2069.82	25.30%	-36.58%
2	Espagne	217.22	12.70%	198.67%	2	Chine	851.28	10.41%	-34.03%
3	Pays-Bas	146.86	8.59%	2.42%	3	Mexique	454.65	5.55%	-26.35%
4	Corée du Sud	136.24	7.97%	86.68%	4	Costa Rica	360.16	4.40%	-23.65%
5	Brésil	128.17	7.50%	2529.82%	5	Colombie	291.44	3.56%	-19.41%
...		
28	Suisse	6.22	0.36%	1310.29%	36	Suisse	32.82	0.40%	-27.77%
	UE*	937.56	54.85%	4.24%		UE*	2'127.03	26.00%	-29.13%
	Total	1709.14	100%	13.61%		Total	8177.98	100%	-36.28%

Source(s):

https://inec.gob.pa/COMERCIO_EXT/ (Consulté le 6 juin 2022)

 * <https://data.imf.org/regular.aspx?key=61013712> (Consulté le 30 juin 2022)

ANNEXE 4 – Echanges commerciaux bilatéraux

Echanges commerciaux bilatéraux entre la Suisse et le pays hôte

	Export (Mio. CHF)	<i>Variation (%)</i>	Import (Mio. CHF)	<i>Variation (%)</i>	Solde (en Mio.)	Volume (en Mio.)
2017	200.12	-0.6	43.20	35.9	156.92	243.32
2018	202.03	1.0	18.39	-57.4	183.64	220.42
2019	218.32	8.1	21.12	14.8	197.20	239.44
2020	194.28	-11	23.17	9.7	171.11	217.45
2021 (Total 1)*	151.52	-22.0	9.94	-57.1	141.58	161.46
2022 (I-VI)**	45.31	37.5	1.33	-73.8	44.18	46.64

*) Total « conjoncturel » (total 1) : sans l'or en barres et autres métaux précieux, les monnaies, les pierres précieuses et gemmes, ni les objets d'art et antiquités

***) Variation (%) par rapport à la période de l'année précédente

Exportations	2021 (% du total)	2022 (% du total)
1. 30 Produits pharmaceutiques	81.8	79.3
2. 91 Horlogerie	8.6	8.9
3. 01-24 Produits agricoles	0.7	2.8
4. 90 Instruments optiques / médicaux	2.0	2.2

Importations	2021 (% du total)	2022 (% du total)
1. 71 Pierres précieuses, métaux précieux, bijouterie	58.4	84.9
2. 01-24 Produits agricoles	39.5	14.1
3. 84 Machines non électriques	0.2	0.3
4. 90 Instruments optiques / médicaux	0.5	0.2

Source : Office fédéral de la douane et de la sécurité des frontières

ANNEXE 5 – Principaux pays investisseurs

Principaux pays investisseurs dans le pays hôte année : 2020

Rang	Pays	Investissements directs (USD, stock)	Part	Variation (stock)	Flux année écoulée (USD)
1	États-Unis	11'291	19.49%	19.12%	2'159
2	Colombie	9'764	16.85%	1.58%	155
3	Barbades	6'537	11.28%	99.84%	6'527
4	<i>Suisse</i>	<i>3'417</i>	<i>5.89%</i>	<i>-8.13%</i>	<i>-278</i>
5	Royaume-Uni	2'708	4.67%	-11.04%	-299
6	Espagne	2'292	3.95%	-2.87%	-66
7	Taiwan	2'176	3.75%	19.48%	424
8	Canada	2'081	3.59%	-317.15%	-6'600
9	Brésil	2'056	3.55%	79.18 %	1'628
10	Pays-Bas	1'741	3.00%	6.26%	109
	Total	57'930	100 %	-0.14%	-84

Source(s) : <https://data.imf.org/regular.aspx?key=61227424> (Consulté le 14 juin 2022).